

# Marché Public de Services

## Règlement de la Consultation (R.C.)

### Acheteur

---

MINARM/AIR/SIAé/AIA Bx/SDA/AAM/M - ETAT -

### Autorité habilitée à signer les contrats

---

Directeur du SIAé ou sous-directrice des achats du SIAé ou Directrice de l'AIA de Clermont-Ferrand

### Titre et objet de la consultation

---

23324MG0X000 – Formation pour la préparation aux examens professionnels des personnels ouvriers des professions aéronautiques de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

### Objet de la consultation

---

Formation pour la préparation aux examens professionnels des personnels ouvriers des professions aéronautiques de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

### Remise des candidatures et des offres

---

Date et heure limite de réception : Le pli et la copie de sauvegarde le cas échéant doivent parvenir impérativement aux date et heure limites indiquées sur l'avis d'appel public à la concurrence (disponible sur PLACE)

# Règlement de la Consultation

## Sommaire

---

1. Objet de la consultation et lieu d'exécution et de livraison .....	3
2. Conditions de la consultation .....	3
3. Modalités de présentation des candidatures et des offres .....	5
4. Jugement des offres et analyse des candidatures .....	8
5. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres .....	11
6. Indemnités des candidats ayant remis une offre.....	14
7. Documents et renseignements complémentaires.....	14

# 1. Objet de la consultation et lieu d'exécution et de livraison

L'objet de la consultation est le suivant :

Formation pour la préparation aux examens professionnels des personnels ouvriers des professions aéronautiques de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.

Classification CPV :

80511000-9 – Services de formation du personnel.

Nomenclature SIAé :

580B – Préparations aux essais et concours.

Le lieu d'exécution des prestations doit avoir lieu dans des locaux mis à disposition par le titulaire (ou cotraitants).

**Le lieu de la formation devra être à une distance de moins d'une heure de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.**

## 2. Conditions de la consultation

### 2.1. Procédure de la consultation

La présente consultation sera un accord-cadre selon les articles (art-L2325-1.1° et R2362-1 à R2362-6 du code) « à bon de commande » (art. R2362-8 du code).

Elle est lancée suivant la procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L2323-1 et R2323-1 du code de la commande publique (CCP).

Le présent marché demeure régi pour sa passation et son exécution par les dispositions du code de la commande publique Livre III : dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Il est mono attributaire.

### 2.2. Structure de la consultation

La présente consultation ne fait pas l'objet d'allotissement. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

### 2.3. Structure du marché

Le marché est composé de 5 postes définis comme suit :

- Poste 1 : Modules communs à tous les stagiaires (art. 3.5.1 du CCTP) ;
- Poste 2 : Modules communs pour les niveaux HCA et HCB (art. 3.5.2 du CCTP) ;
- Poste 3 : Modules spécifiques pour les niveaux HCA et HCB (art. 3.5.3 du CCTP) ;
- Poste 4 : Modules spécifiques pour le niveau groupe VII (art. 3.5.4 du CCTP) ;
- Poste 5 : Module spécifiques pour le niveau HCC (art. 3.5.5 du CCTP).

Le projet de marché est composé de plusieurs postes : l'offre doit porter sur l'ensemble du marché, en raison du caractère indivisible des postes qui le composent ; autrement dit le candidat doit répondre, dans son offre, à l'intégralité des postes sous peine d'irrégularité.

Les autres caractéristiques du projet de marché sont définies dans le cahier des clauses

administratives particulières (CCAP).

## 2.4. Type de contractant

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. En cas de candidature présentée par un groupement momentané d'entreprises conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres du groupement au plus tard lors de l'attribution du marché.

Un même opérateur ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Il est interdit de présenter une offre en agissant à la fois en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements.

## 2.5. Nature des offres

### 2.5.1. Solution de base

Le dossier de consultation se compose d'une solution de base. Les candidats devront répondre à cette solution.

### 2.5.2. Variantes

Aucune variante ne pourra être proposée par les candidats.

### 2.5.3. Option(s)

L'acheteur ne prévoit aucune option pour le marché.

## 2.6. Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

## 2.7. Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats seront informés des modifications apportées via la PLACE (plate-forme des achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr>). A cet effet, **il est vivement recommandé aux candidats de se créer un espace utilisateur sous la PLACE (acte gratuit) avec une adresse électronique de contact valide et souvent consultée**, afin d'être contactés et informés des échanges avec le pouvoir adjudicateur, relatifs à la présente consultation référencée sous le n° **23324MG0X000** (éventuelles questions, modifications, informations, etc. ...).

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

## 2.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales.

## 2.9. Propriété intellectuelle

### 2.9.1. Prestations fournies au titre de la consultation

Il n'est prévu aucune disposition particulière.

### 2.9.2. Prestations fournies au titre de la réalisation du marché

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune disposition particulière concernant l'emploi de brevets, licences, dessins et modèles.

## 2.10. Dispositions relatives à la défense nationale

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises et à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que tout ou partie des prestations à exécuter se situent dans une enceinte du ministère des Armées à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du secret ou de points sensibles.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les membres de l'entreprise désirant pénétrer sur le site et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence.

Toutefois, pour la visite sur site préalable à la remise des offres, une procédure simplifiée pourra être appliquée à un nombre limité de personnes en respectant les règles fixées dans le paragraphe ci-après concernant la visite sur site.

### 2.11. Visite sur site

Il n'est pas prévu de visite sur site.

## 3. **Modalités de présentation des candidatures et des offres**

### 3.1. Modalités de remise du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il comprend les pièces suivantes :

<b>Objet de la pièce</b>
Règlement de la Consultation (RC) : présent document dont les clauses sont à respecter scrupuleusement
Acte d'engagement (AE)
Annexe 1 à l'acte d'engagement (Bordereau des Prix)
La lettre de candidature (DC1)
La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
La déclaration de sous-traitance (DC4)
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe
Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe

### 3.2. Modalités de remise des candidatures et des offres par le candidat

La présente procédure est une procédure ouverte. Elle se déroule donc en une seule phase qui consiste en l'analyse et la sélection des offres (cf. paragraphe 4.1), d'une part, et en l'analyse et la sélection des candidatures (cf. paragraphe 4.2), d'autre part. Pour la présente consultation, l'acheteur a décidé d'examiner les offres avant les candidatures.

#### 3.2.1. Contenu du dossier remis par le candidat

Le dossier des candidatures et des offres remis par le candidat doit être entièrement rédigé en langue française. Les candidats étrangers produiront les documents, rédigés en français, équivalents aux documents listés ci-dessous.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le candidat doit obligatoirement préciser si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. Dans ce dernier cas, chaque membre du groupement doit produire les documents listés ci-dessous pour attester la qualité du candidat à remettre une offre. S'agissant plus particulièrement des pièces techniques, la capacité d'un groupement à répondre au besoin est appréciée globalement et il n'est pas nécessaire que chaque industriel (ou le mandataire) soit capable de tout réaliser seul.

#### 3.2.2. Renseignements relatifs à la candidature

Les renseignements suivants doivent être fournis :

##### Pièces administratives demandées au candidat

<b>Désignation</b>	<b>Objet</b>
<b>Formulaire DC1</b> (le document fourni par le candidat doit être la dernière édition en vigueur disponible sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )	Le formulaire de candidature DC1 doit être renseigné correctement. Il doit comporter l'ensemble des attestations prévues aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique et à l'article L.2141-7 dudit code.
<b>Formulaire DC2</b> (le document fourni par le candidat doit être la dernière édition en vigueur disponible sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )	Le formulaire DC2 doit être renseigné correctement, y compris la rubrique relative à la nationalité du candidat. Si le candidat demande que soient prises en compte les capacités d'un sous-traitant, il justifiera également des capacités de ce sous-traitant et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (en fournissant, par exemple, un DC2 de son sous-traitant).
<b>Formulaire DC4</b> (le document fourni par le candidat doit être la dernière édition en vigueur disponible sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> )	Le formulaire de déclaration de sous-traitance doit être renseigné correctement le cas échéant.

*Pièces techniques demandées au candidat*

<b>Désignation</b>	<b>Objet</b>
Capacité du candidat	Preuves par tous les moyens des capacités détenues (notamment moyens matériels, personnels qualifiés, procédures validées, ...) <b>ET</b> références sur les cinq dernières années dans les domaines de la formation dans le domaine aronautique et la préparation aux concours, en précisant le client concerné ainsi que ses coordonnées <b>ET</b> dans le cas où le candidat ne dispose pas de toutes les capacités requises pour l'acceptation de la candidature, preuves par tous les moyens des capacités détenues par le sous-traitant (notamment moyens matériels, personnels qualifiés, procédures validées, ...) ou références sur les cinq dernières années du sous-traitant dans le domaine sous-traité.
Justification du candidat qu'il disposera de la sous-traitance nécessaire (A fournir dans le cas où le candidat ne possède pas toutes les compétences nécessaires)	Preuve(s) que le candidat disposera des capacités du sous-traitant pour l'exécution du marché.

3.2.3. Documents relatifs à l'offre

Les documents suivants doivent être fournis :

<b>Désignation</b>	<b>Objet</b>
Acte d'Engagement (AE)	Document avec ses annexes éventuelles à compléter, dater, compléter par la mention "lu et accepté" et signer* par les représentants habilités de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Le candidat complétera le document, mais ne devra ni modifier la trame, ni supprimer et/ou amender les clauses établies par le pouvoir adjudicateur.
Annexe 1 de l'acte d'engagement	Cadre remis dans le dossier de consultation des entreprises et complété par le candidat des prix forfaitaires de son offre. Ce document doit être correctement renseigné et signé* sans surcharge ni annotation.
Descriptif détaillé	Un mémoire technique (ou note méthodologique), permettant à l'administration (service acheteur) de juger les dispositifs mis en place pour organiser et répartir les activités demandées.  Ce document sera contractuel, en conséquence, il se doit d'être complet et exhaustif, en détaillant les différents points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité et pertinence des moyens humains : le candidat présentera à cet effet l'organigramme de l'agence prévue de réaliser les prestations, les effectifs et niveau d'encadrement des équipes, la qualification et l'expérience du personnel (CV, formations, ...), l'organisation prévue d'être mise en place de sorte à assurer la bonne exécutions des prestations ( interlocuteurs etc.) ; une liste de personnels ayant déjà fait</li> </ul>

	<p>l'objet d'une enquête administrative (« contrôle élémentaire ») ou d'une « habilitation » peut être jointe le cas échéant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qualité et pertinence des moyens matériels généraux de l'entreprise : le candidat présentera à cet effet les matériels à dispositions de l'entreprise afin de répondre aux exigences du CCTP pour la réalisation des prestations ;</li> <li>- Organisation et délai d'intervention/mise en place de celle-ci ; délais de réactivité suite à une demande particulière ; disponibilité et réactivité, effectifs en réserve, etc...</li> </ul> <p>Ce document ne sera pas noté mais fera l'objet d'une analyse de conformité en rapport avec les prestations standardisées décrites au CCTP, et compte tenu de l'obligation de résultats attendus sur ce projet.</p>
--	---

*\* La personne publique n'impose pas que les offres remises soient signées à ce stade de la procédure. Néanmoins, elle incite vivement le soumissionnaire à remettre une offre signée. Dans le cas où l'offre remise n'est pas signée, le contrat ne pourra être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve que celui-ci signe, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la demande de la personne publique, les documents précités. Dans le cas où l'identification du signataire n'apparaît pas sur l'extrait K.bis du soumissionnaire, celui-ci devra impérativement joindre un pouvoir à son nom.*

L'acte d'engagement sera éventuellement accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants de premier rang désignés au marché (annexe(s) de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Les candidats s'étant prévalu des capacités d'un sous-traitant pour justifier de leurs capacités techniques, professionnelles et/ou financières devront impérativement fournir la déclaration prévue à l'article R.2393-25 du code de la commande publique (DC4 ou annexe de sous-traitance), dûment complétée et signée.

Le cahier des clauses administratives particulières remis au candidat dans le dossier de consultation des entreprises est un document qui fera partie du marché.

Le cahier des clauses techniques particulières remis au candidat dans le dossier de consultation des entreprises est un document qui fera partie du marché.

### 3.3. Remise d'échantillons

Il n'est pas prévu de remise d'échantillons par les candidats.

## 4. Jugement des offres et analyse des candidatures

### 4.1. Jugement des offres

Les offres doivent être conformes aux exigences du dossier de consultation.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues au chapitre II du titre V du livre III de la deuxième partie du code de la commande publique.

Sur la base des critères ci-dessous énoncés, l'autorité habilitée à signer les contrats choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il est prévu une phase de négociation des offres.

La négociation écrite peut être effectuée par échanges électroniques. Elle portera notamment sur le prix de l'offre.

Toutefois, conformément à l'article R2323-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation (notamment si la qualité des offres est conforme aux attentes de l'administration, si les prix correspondent à l'estimation faite par le service, s'il s'avère que la négociation ne permet pas d'améliorer les offres de façon significative, si les délais ne le permettent pas, etc.).

A l'issue de la négociation éventuelle, il sera demandé aux candidats de remettre leur offre finale telle qu'elle en résulte. Ces offres seront analysées et classées selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

Conformément aux stipulations de l'article R.2352-9 dudit code, l'autorité habilitée à signer les contrats peut en accord avec le candidat sélectionné procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

<b>Critères de jugement des offres</b>		
<b>Rang</b>	<b>Désignation</b>	<b>Pondération</b>
1	Prix	100

Le jugement des offres sera effectué selon la méthode de dépouillement prévue ci-dessous :

Montant HT du montant total de toutes les lignes de l'annexe 1 à l'AE : (offre la moins disante/offre du candidat) x **100 points**

Détermination du classement des offres :

La somme des points du critère détermine le nombre total de points attribués à chaque offre, lesquelles font l'objet d'un classement. Le soumissionnaire obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse est provisoirement retenu.

Seules les offres jugées conformes au cahier des charges seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue.

#### 4.2. Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas sélectionnées en application des articles R2343-1 à R2344-10 du code de la commande publique ou qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 3.2.2 du présent règlement de la consultation ou qui ne présentent pas des garanties techniques suffisantes ne sont pas admises.

L'autorité habilitée à signer les contrats privilégiera les critères de sélection des candidatures suivants :

Désignation	Objet
Capacité du candidat	Éliminé (E) ou Sélectionné (S)

L'analyse de la candidature du titulaire pressenti est effectuée en premier.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale. Si ce candidat ne satisfait pas aux conditions de participation fixées et qu'il ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Cette procédure est, le cas échéant, reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

### 4.3. Attribution

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification de sa désignation par l'autorité habilitée à signer les contrats, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents suivants :

- une copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites [copie des certificats fiscaux (liasse 3666) et sociaux ] ;
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée totale du marché public ;
- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager la société (délégation de pouvoir de la personne signataire des pièces contractuelles) ;
- le numéro SIREN de l'entreprise ;
- l'attestation d'assurance pour risques professionnels couvrant le marché public.

Si le candidat pressenti ne peut produire ces certificats dans les délais indiqués au paragraphe ci-dessus, son offre sera rejetée.

L'autorité habilitée à signer les contrats présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

De même, si le soumissionnaire retenu ne procède pas à la signature des documents de son offre dans le délai de 8 jours ouvrés précités, son offre sera rejetée et la personne publique présentera alors la même demande au soumissionnaire suivant.

Le candidat établi dans un Etat membre de l'Union Européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine selon les mêmes modalités que celles prévues pour un candidat établi en France.

Le candidat établi dans un pays tiers doit pour les impôts taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu dans ledit pays à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

## 5. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Il est précisé que les offres **ne peuvent pas être transmises à la fois** par voie électronique et sous forme papier. **Toutefois les candidats remettant une offre électronique ont la possibilité d'adresser une copie de sauvegarde dans un pli scellé conformément aux dispositions du paragraphe 5.1.2 ci-dessous.**

Il est également rappelé que les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents de leur offre qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

### 5.1. Modalités de réception sous forme papier des candidatures et des offres

Les candidatures et offres seront transmises sous pli cacheté.

#### 5.1.1. Enveloppe contenant la candidature et l'offre transmises sous forme papier

L'enveloppe portera l'adresse et les mentions suivantes :

Adresse à porter sur l'enveloppe :	MINARM/AIR/SIAé Atelier Industriel de l'Aéronautique Unité Locale d'Achat (à l'attention de D.POCHELU) BP 21 33072 BORDEAUX Cedex
Objet de la consultation :	Formation pour la préparation aux examens professionnels des personnels ouvriers des professions aéronautiques de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux.
Consultation numéro :	23324MG0X000
<b>PROCEDURE ADAPTEE</b> <b>"NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis"</b>	
Candidat :	

Lorsque la candidature et l'offre émanent d'un groupement d'entreprises, le nom de toutes les entreprises doit être mentionné et le nom de l'entreprise mandataire doit être spécialement signalé.

#### 5.1.2. Moyens et modalités de remise sous forme papier des plis

Les plis devront être remis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception, c'est-à-dire :

- soit envoyés par la poste en recommandé avec accusé de réception à l'adresse mentionnée ci-dessus,
- soit adressés par tout autre moyen d'expédition (ChronoMission<sup>R</sup> Appel d'Offres - JET SERVICE - DHL - etc ...) permettant de justifier une date précise d'envoi et de réception, à l'adresse mentionnée ci-dessus,
- soit déposés contre récépissé auprès du chef du bureau ULHA de l'AIA **de Bordeaux**

Les horaires d'ouverture du service de remise des plis sont de 08h00 à 16h00 (12h00 le vendredi). Ils doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs expéditeurs.

## 5.2. Modalités de réception sous forme électronique des candidatures et des offres

Après avoir téléchargé un dossier de consultation des entreprises sur la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), le candidat peut constituer un pli de réponse et effectuer sa transmission par voie électronique tout en suivant les différentes étapes et en respectant les règles fixées et expliquées sur la PLACE.

Le dépôt de pli par voie électronique s'effectue sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

L'opérateur économique doit déposer son pli via l'outil prévu à cet effet : le service de dépôt des plis PLACE accessible via l'onglet « dépôt » sur la plateforme PLACE. Il est rappelé qu'aucun envoi de pli ne doit être effectué via la messagerie PLACE.

Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception électronique de son dépôt.

**ATTENTION** : le délai nécessaire au dépôt sur la PLACE peut varier en fonction de la taille des fichiers. Il appartient au candidat de débiter le dépôt de son pli dans un délai suffisant pour en permettre le dépôt effectif avant l'heure limite de réception des plis. Aucun pli électronique reçu après la date et l'heure limites de dépôt ne sera admis.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE '[nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr)' est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy éventuellement en place dans son entreprise.

Afin d'être jugé recevable, le pli de réponse doit être impérativement déposé sur la PLACE à l'aide du certificat électronique de la(d'une des) personne(s) habilitée(s) à engager son entreprise.

Le certificat électronique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent ce mode de transmission, la signature de leurs documents peut se faire de manière électronique au moment de l'envoi sur la PLACE.

Des documents transmis par voie électronique avec une signature manuscrite numérisée seront traités comme non signés. Seules les signatures électroniques seront acceptées.

Les opérateurs économiques désirant transmettre leur pli par voie électronique devront donc :

- se procurer un certificat de signature, conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (les modalités permettant de se procurer un certificat de signature sont disponibles à l'adresse suivante : <https://lsti-certification.fr/>) ;
- s'identifier (ce qui nécessite de s'inscrire au préalable sur le site de la PLACE).

L'obtention d'un certificat de signature électronique est indispensable pour la signature du marché, si le candidat choisit de dématérialiser sa candidature et son offre.

Conformément aux dispositions de l'article aux stipulations de l'article R.2332-14 du code de la commande publique, les candidats présentant un pli par voie électronique ont la possibilité de faire parvenir une copie de sauvegarde à l'acheteur. Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de " copie

de sauvegarde " **et doit être remise conformément aux dispositions ci-dessous.**

Sur l'enveloppe cachetée, sont mentionnées de manière lisible les mentions suivantes : NE PAS OUVRIER PAR LE BUREAU COURRIER / COPIE DE SAUVEGARDE / n° de la procédure et son objet / cachet de la société ; ou toute autre indication permettant d'identifier l'objet de la soumission et le candidat ; à défaut le pli sera rejeté.

Modalités d'envoi ou de dépôt de la copie de sauvegarde :

<b>Envoi de la copie de sauvegarde par courrier :</b> Utiliser exclusivement cette <b>adresse postale</b>	<b>Dépôt de la copie de sauvegarde contre récépissé au porteur :</b> se rendre exclusivement à cette <b>adresse géographique du lundi au vendredi 08h30-16h00</b>
AIA Bordeaux <b>BP21</b> <b>33072 BORDEAUX Cedex</b>	AIA Bordeaux <b>26, rue Emile Combes</b> <b>33270 FLOIRAC</b>
<b>Coordonnées section marchés : 05 56 92 46 40</b>	

Concernant l'envoi de la copie de sauvegarde par courrier : conformément à l'article L112-1 du code des relations entre le public et l'administration, le cachet de la poste ne fait pas foi ; la date d'arrivée faisant foi est la date de réception effective du pli par l'administration.

Concernant le dépôt de la copie de sauvegarde par coursier/porteur<sup>[1]</sup> contre récépissé : le candidat est responsable du bon acheminement de son pli, et tient compte du fait que l'AIA se situe dans une enceinte militaire dont l'accès est réglementé.

En conséquence, le pli étant portable et non quérable, il convient que le candidat s'assure que le porteur :

- D'une part, tiendra compte des délais de filtrage au moment de l'entrée sur le site,
- D'autre part, déposera bien le pli contre récépissé.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans deux cas :

- 1) Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2) Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Le candidat devra transmettre le pli électronique et sa copie de sauvegarde éventuelle dans les conditions de réception (date et heure limite) précisées ci-avant.

Il est toutefois précisé que les plis ne peuvent pas être transmis à la fois par voie électronique et sous forme papier.

Le candidat doit transmettre son pli en une seule fois. Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la

<sup>[1]</sup> L'attention est attirée sur les conditions générales de vente des sociétés prestataires de services de transport de documents (type Chronopost), car elles ne prennent pas toutes en charge ce type de pli.

remise des candidatures et des offres.

Ainsi, dans le cas où le candidat souhaite compléter les éléments transmis après une première remise de pli, le candidat doit transmettre à nouveau l'ensemble des documents composant son pli.

L'attention des candidats est attirée sur la parution de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique.

- Formats utilisés pour les documents de nature électronique :

Les documents doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique (ou l'envoi sur support physique électronique) d'un pli doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, ZIP (winzip, filzip etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

- Assistance :

En cas de difficultés sur la PLACE, une assistance téléphonique est mise à la disposition des entreprises au 01.53.43.05.45

En cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique et uniquement dans ce cas, il est possible d'adresser des courriels d'assistance à l'adresse : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com) (**attention** : les plis ne peuvent être envoyés à cette adresse, qui ne garantit ni la sécurité ni l'intégrité des informations et qui ne permet pas de remettre aux candidats l'accusé de réception de leur dépôt).

### 5.3. Point de contact en cas de question sur les modalités pratiques

En cas de question sur les modalités pratiques de remise des plis, les candidats peuvent s'adresser au service suivant :

Monsieur David POCHELU

Adresse mail : [david.pochelu@intradef.gouv.fr](mailto:david.pochelu@intradef.gouv.fr)

Téléphone : 05.56.92.46.40

Ou

Monsieur Eric THERON

Adresse mail : [eric.theron@intradef.gouv.fr](mailto:eric.theron@intradef.gouv.fr)

Téléphone : 05.56.92.44.37

## **6. Indemnités des candidats ayant remis une offre**

Il n'est pas prévu d'indemnité versée aux candidats qui remettent une offre.

## **7. Documents et renseignements complémentaires**

### 7.1. Documents complémentaires

Il n'est prévu aucune disposition particulière en ce qui concerne des documents complémentaires au dossier de consultation des entreprises remis aux candidats.

### 7.2. Renseignements complémentaires

Les éventuels renseignements complémentaires administratifs ou techniques seront communiqués

aux candidats sous une forme électronique par le biais de la PLACE.

Afin d'obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs et/ou techniques qui pourraient leur être nécessaires au cours de la constitution de leur offre, les candidats doivent adresser une demande écrite par le biais de la PLACE.

Les candidats doivent faire parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Une réponse sera alors adressée à l'ensemble des candidats par le biais de la PLACE.